

« RÉCONCILIER LES CENTRAFRICAINS »

Pacifier un pays dévasté par la guerre civile, reconstruire un Etat en lambeaux : le nouveau président Touadéra fait face à un chantier titanesque. Sa priorité, explique-t-il : désarmer les groupes rebelles.

PROPOS RECUEILLIS PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
VINCENT HUGEUX

Comment préside-t-on un pays ingouvernable ? Le destin de la République centrafricaine (RCA), nation meurtrie et exsangue, est une équation à plusieurs inconnues. Voilà peut-être pourquoi, le 14 février dernier, les citoyens ont élu président, à la surprise générale, Faustin-Archange Touadéra, 59 ans. Ancien directeur de l'université de Bangui, ce Ch'ti de cœur – il a fait une partie de ses études à Lille – fut cinq ans durant le Premier ministre de François Bozizé, chassé en mars 2013 par les rebelles de la Seleka. Mais il s'efforce d'incarner la rupture et de prêcher la réconciliation. Il n'y a que la foi qui sauve ? Ça tombe bien : l'élu est diacre dans l'Eglise baptiste.

Eprouvez-vous une forme de vertige face aux défis colossaux dont vous héritez ?

C'est vrai que la tâche est immense. Que tout est urgence. De mémoire de Centrafricain, jamais le pays n'a connu une période aussi difficile. Il y a eu tant de destructions : destructions de biens, certes, mais aussi fractures au sein des familles et de la société. Essayons d'abord de revenir aux fonda-

mentaux perdus de la nation, aux valeurs non négociables qu'exalte notre devise : « Unité, Dignité, Travail ». Oui, nous avons perdu l'unité, du fait des tentatives de division de la patrie. Nous avons perdu la dignité, qui faisait la fierté de notre peuple. Et nous avons perdu les vertus du labeur. Il faut commencer à jeter les bases de l'Etat, à le reconstruire. Aujourd'hui, il n'y a plus d'Etat dans certaines de nos provinces, là où les groupes armés occupent l'espace, quitte parfois à lever l'impôt ou à assurer une forme de justice, et soumettent les civils à pressions et menaces.

Comment hiérarchiser les priorités ?

Nous ne pouvons pas tout faire en même temps. Le chantier n° 1, c'est la paix, la sécurité. Dès ma prise de fonction, j'ai jugé utile de discuter avec les responsables de ces groupes armés. Il faut accélérer et amplifier le processus DDRR – désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement des ex-combattants étrangers – amorcé durant la phase de transition. Si l'on ne désarme pas, impossible de restaurer l'autorité de l'Etat, de mobi-

liser les ressources, de rebâtir. Paix et sécurité donc, mais aussi réconciliation, tant cette crise a creusé les clivages entre nos communautés. Le DDRR suppose la réforme en profondeur d'un appareil de sécurité en déconfiture. Nos forces de défense ne sont plus vraiment opérationnelles. Il faut refonder l'armée, mais de telle manière qu'elle inspire de nouveau confiance au citoyen. Une armée professionnelle, redimensionnée à l'aune de nos ressources, pluriethnique, affranchie de tout tribalisme et apolitique.

Paoua, Bouca, Kabo, Ndélé, Kaga-Bandoro : des foyers de violence ont été ravivés récemment dans le nord et le centre de la RCA. Comment neutraliser les chefs rebelles réfractaires au dialogue ?

Nous allons commencer avec ceux désireux d'entrer dans le processus. Les autres, nous les amènerons à comprendre, par la persuasion, qu'il faut déposer les armes.

Certains exigent en contrepartie de leur ralliement des portefeuilles ministériels...

Je ne peux ni ne veux, à ce stade, accepter de telles revendications politiques.

Le pape François, en novembre 2015, lors d'une messe, à Bangui, où il a également prié à la grande mosquée : « Un moment capital. Et un acte de courage. »

Le désarmement d'abord. Agir autrement, ce serait consacrer la persistance des groupes armés. L'ordre constitutionnel étant rétabli, des autorités légitimes issues d'élections étant installées, il n'y a plus de place pour eux. Dès

lors qu'on aura procédé à leur dissolution, je resterai ouvert à la discussion en la matière. J'ajoute que le peuple, épuisé, veut la paix et le fait savoir. Ces groupes doivent tenir compte d'un tel état d'esprit.

Rébellions musulmanes contre milices dites chrétiennes : le conflit qui a déchiré ce pays est-il de nature confessionnelle ?

Non. Il y a eu, au sein de notre tissu social, instrumentalisation du fait religieux. Mais ce phénomène, tout à fait récent et purement artificiel, ne reflète en rien la volonté des autorités spirituelles. La preuve : une plate-forme de dignitaires de toutes obédiences travaille à réconcilier les Centrafricains.

1957 Naissance à Bangui.

2005 Recteur de l'université de Bangui.

2008-2013

Premier ministre de François Bozizé.

14 février 2016

Elu au second tour à la présidence (63 % des voix).

Faustin-Archange Touadéra

La RCA est-elle à l'abri du péril djihadiste ?

Aucun pays n'est aujourd'hui à l'abri d'un tel fléau mondial. Et nous prenons ce danger très au sérieux. A nous d'éviter que les crises qui nous ont tant fragilisés fassent le lit de comportements déviants.

Quelle trace laissera la visite à Bangui, en novembre 2015, du pape François ?

Ce fut un moment capital. Et un acte de courage de la part du Saint-Père, qui a décidé de venir ici en dépit de multiples mises en garde quant à sa sécurité. Ses gestes ont interpellé les consciences et contribué à l'apaisement du climat. Le fait que le pape se rende à la grande mosquée de la capitale pour y prier aura marqué nos compatriotes musulmans. C'est d'ailleurs en gage de gratitude que nous avons réservé au Saint-Siège notre première visite à l'étranger (le 18 avril dernier).

Vous avez rédigé une déclaration de patrimoine et déclenché une campagne contre l'insalubrité urbaine. Tentez-vous d'instaurer un nouveau style de gouvernance ?

Notre style, c'est de dire la vérité aux Cen-

trafricains. Pour mettre les gens au travail, il faut montrer l'exemple. L'emploi, aujourd'hui, c'est le secteur privé. Il va falloir attirer des partenaires, les convaincre de notre détermination à combattre la corruption, à protéger leurs investissements, à libérer la justice.

Le candidat Touadéra a continué d'enseigner pendant la campagne électorale. Le chef de l'Etat élu fera-t-il de même ?

Un peu difficile présentement. Mais, dès que la machine sera lancée, j'espère trouver du temps pour tenir ce pari. Un président a aussi besoin de se distraire et de se faire plaisir. Enseigner me fait du bien et me permet de maintenir le contact avec les étudiants et les mathématiques. ♦